

Politique énergétique

L'UFSN CFDT démarché les décideurs

L'Union Fédérale des Syndicats du Nucléaire CFDT a publié un manifeste pour une filière nucléaire durable. Depuis le début d'année, elle a saisi tour à tour les candidats aux élections présidentielles et législatives, puis les décideurs, et enfin le nouveau gouvernement et les divers ministères de tutelle de notre champ professionnel. Des délégations communes aux entreprises et EPIC(s) (Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial), accompagnées de nos responsables nationaux, ont argumenté pour nos revendications soutenues par une analyse partagée de la situation. Voici dans ce tract une présentation des diverses interventions réalisées par les militants et responsables CFDT qui se sont livrés à une suite de questions réponses. ... bonne lecture!

Saisir toutes les parties prenantes !



Par Jean Pierre Bachmann
Secrétaire Général de l'UFSN CFDT

L'UFSN CFDT a saisi très largement les parties prenantes sur le contenu de son manifeste pour une filière nucléaire durable. Avant les élections : les candidats, les élus nationaux et locaux, les Directions Générales des entreprises et EPIC(s) de la filière, l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN)...

Puis après les élections et la nouvelle majorité, nous avons naturellement questionné les ministères et administrations qui dépendent du nouveau gouvernement dont l'Elysée, les ministères de l'industrie, de la recherche, de la transition écologique, la Direction Générale des

Entreprises (DGE) et également de nombreux élus locaux. **Le but était pour nous de promouvoir notre analyse de la situation d'une filière en pleine restructuration et de rappeler les enjeux économiques, industriels et surtout sociaux pour réaliser un redressement collectif profitable à la France et aux salariés...** Nous avons été surpris par la méconnaissance de certains « candidats » des sujets énergétiques, de recherche et d'innovation. D'autres ont été tout simplement « désintéressés », nous renvoyant à des « promesses électorales » rédigées dans leurs programmes. Cela allait de : « votez pour nous parce que nous allons fermer vos usines mais ce n'est pas grave on vous reclassera » à « l'énergie et l'innovation, c'est moi ! Votez pour moi, je suis votre défenseur ! ». Du côté des entreprises, les Directions ont insisté sur les changements en cours, la nécessité de restructurer et de réussir le redressement (surtout économique...), la volonté de construire une filière qui coopère, mais sont restées très frileuses sur les moyens d'un dialogue social de « secteur » en face d'un tout puissant Conseil de Politique Nucléaire (CPN). Conscientes que les compétences étaient en jeu pour réussir l'objectif, les Directions sont restées évasives lorsque l'UFSN CFDT dénonçait une **paupérisation des compétences suite aux divers plans de départs...**

Dans les ministères, l'UFSN CFDT a observé un gouvernement très prudent. Pas d'information quant à une nouvelle politique énergétique. La « chose » est en cours de discussion. Le schéma principal sera décidé en 2018. Les divers conseillers ont remercié nos militants pour leur analyse tout en n'oubliant pas de les questionner sur le moral des troupes... Réponse de la CFDT : « on ne peut pas dire que les salariés ont la banane ».

Néanmoins, l'UFSN CFDT a réussi en substance à passer ses analyses et demandes, notamment sur **la transition énergétique et par activité** dont vous allez découvrir les principaux points avec mes collègues du CEA, d'AREVA, de l'ANDRA et de la filière...

L'innovation, moteur de la politique industrielle.



**Par Didier Guillaume, DSC CFDT CEA
Membre du bureau de l'UFSN CFDT**

L'UFSN CFDT a été reçue par le ministère de la recherche et de l'innovation (nouvellement rebaptisé). Nous avons tour à tour parlé des TGIR (Très Grands Instruments de Recherche), de l'innovation, puis naturellement des financements et des budgets en tension dans les EPICs comme le CEA. En outre, nous avons soutenu plusieurs projets spécifiques. Nous avons insisté sur **l'innovation comme moteur de la politique industrielle en France. Pour l'UFSN CFDT la recherche irrigue très largement l'innovation.** Puis il faut ensuite permettre aux nombreux brevets et technologies nouvelles de trouver une place dans l'industrie. La France a besoin de ces innovations pour ses emplois de demain, pour le développement des Energies Renouvelables (EnR) notamment mais plus largement pour toute l'industrie. **L'avantage technologique est important pour assurer à la France un avantage concurrentiel qu'elle peine à obtenir sur les seuls coûts de production...** mais pour cela il faut une stratégie de fertilisation de

l'économie par l'innovation, par des transferts réussis dans les entreprises... Quelle politique sera menée par le gouvernement, quels budgets seront alloués ? Favorisera-t-il la seule fiscalité, ou affectera-t-il des dotations aux établissements de recherche ? L'UFSN CFDT a su se montrer insistante mais la politique budgétaire a été qualifiée de contrainte par le ministère. Réponse en 2018...

Les déchets : prendre les décisions en temps utiles...



**Par Daniel COELHO, DSC CFDT ANDRA,
Membre du bureau de l'UFSN CFDT**

L'UFSN CFDT est intervenue dans les ministères pour attirer l'attention du gouvernement sur les échéances prochaines en matière de politique de gestion des déchets. **Elle a insisté sur l'obligation de mener à bien la mission de CIGEO (Centre Industriel de stockage Géologique) pour donner à la France une option de stockage final...** Pour la CFDT, qui a participé au cahier d'acteurs au moment du débat public, le projet doit être mené à son terme, en toute transparence, sans transiger avec la sûreté. La conception de CIGEO relève du challenge technologique car elle doit concilier notre **devoir d'assumer les déchets que nous produisons avec le droit des générations futures d'opter pour d'autres solutions.** CIGEO doit toutefois être conçu de manière réaliste et robuste, afin de garantir sa faisabilité et son exploitation jusqu'à sa fermeture définitive. L'UFSN CFDT a rappelé à l'Etat **son rôle de facilitateur et son devoir de protection des salariés et des chercheurs du site de Bure face à une opposition souvent virulente.**

L'UFSN CFDT est également intervenue en faveur de la valorisation des matériaux issus des INB (Installations Nucléaires de Base), que la loi française oblige à traiter comme déchets radioactifs, y compris les composants non contaminés. **Cette loi prive la filière nucléaire d'une optimisation technique et financière des démantèlements.**

Le CEA : un budget pour une mission essentielle pour la France



Par François GOMEZ Secrétaire de la CFDT CEA

La politique de maîtrise des finances publiques a lourdement impacté le CEA dont la dotation est désormais figée... **L'UFSN CFDT a plaidé pour un soutien à l'effort de Recherche et Développement (R&D) de la filière nucléaire et renouvelables sur laquelle travaille activement le CEA.** L'UFSN CFDT a demandé d'éclaircir les projets de développement de la Génération IV de réacteur nucléaire et les financements de la R&D sur les déchets et le traitement recyclage. L'UFSN CFDT a souligné la place importante du CEA pour une relance de l'industrie par l'innovation. De la Direction des sciences et du vivant à la Direction de la recherche technologique, **les difficultés de trouver un financement des projets impactent la disponibilité des équipes** qui y accordent un temps anormalement long.

Le financement du démantèlement prend une place importante dans le budget du CEA. Le système actuel peut atteindre sa limite dans la mesure où un budget annualisé peut rompre les logiques d'optimisation des projets. Si on peut concevoir que l'Etat ne puisse créer des fonds financés par lui-même dans le cadre d'un déficit budgétaire chronique, il faut considérer les exercices parfois « acrobatiques » liés aux paiements de soultes par l'endettement, anachronisme financier pour un EPIC. Ensuite, l'UFSN CFDT a soutenu une politique salariale motivante pour les salariés du CEA, atteints par les blocages successifs du « point d'indice », les privant d'augmentations générales... **Les compétences doivent se payer et nous avons souligné les difficultés de recrutement rencontrées par l'établissement...**

Soutenir le nucléaire dans une transition énergétique réaliste...



Par Jean Pierre Bara, coordinateur CFDT New Areva Holding

La CFDT considère que la trajectoire de la loi de transition énergétique n'est pas réalisable. C'est le message que l'UFSN CFDT a transmis en substance aux divers ministères qu'elle a démarchés et aux conseillers de l'Elysée. Les échanges sur le sujet ont été soutenus et intéressants. Nous avons argumenté sur les **difficultés de concilier les objectifs de la COP 21 avec la diminution de la part du nucléaire à 50% en 2025...** Nous avons souligné **l'incapacité de faire face à la production d'électricité en base sans les réacteurs du parc nucléaire.** L'UFSN CFDT a milité pour que le gouvernement éclaire la question du prolongement des centrales anciennes et fixe une politique claire en matière de traitement recyclage des combustibles usés. L'UFSN CFDT a aussi prévenu des **conséquences financières induites par la mise à l'arrêt de 17 réacteurs sur les acteurs de la filière** en soulignant l'incohérence d'un Etat qui recapitaliserait EDF et AREVA pour ensuite les atteindre directement sur leur chiffre d'affaire, les privant des capacités de redressement alors qu'un objectif clair de rentabilité leur est donné... L'UFSN CFDT est aussi intervenue sur les questions de **maintien des compétences** dans le groupe AREVA notamment. Elle observe que le Plan de Sauvegarde de l'Emploi (PSE) a eu des effets néfastes sur les compétences par des départs de salariés expérimentés. **Elle demande à l'Etat de donner une consigne claire aux acteurs de la filière pour développer les compétences et les valoriser**, sans quoi les salariés se détourneront des entreprises du secteur. Les représentants du gouvernement ont questionné nos militants sur « le moral des troupes ». A cette question, l'UFSN CFDT a rappelé que les compétences des salariés étaient un des éléments centraux de la sûreté des installations nucléaires. Leur motivation n'est pas au

maximum et le sentiment de déclassement et de paupérisation domine. Remotiver le personnel qui est attaché à son entreprise et son emploi sera une des conditions de la réussite du redressement d'AREVA. Il y a beaucoup de **ressentiment sur « les erreurs stratégiques » du groupe dont les responsables ont bénéficié d'une impunité aberrante, alors que les salariés se sentent sanctionnés par le PSE et les remises en causes sociales actuelles...** Le climat pourrait devenir explosif dans les mois qui viennent si les conditions sociales se dégradent encore...

Une Filière socialement responsable...



Par Sébastien LAMBERT, CFDT CEA
Secrétaire Adjoint de l'UFSN CFDT

Dans les divers échanges avec les tutelles, les ministères, nous avons tenu à chaque fois à aborder les sujets sociaux en général et **la responsabilité sociale des entreprises** en particulier. L'UFSN CFDT a très largement diffusé le manifeste qu'elle a rédigé pour une filière socialement responsable. Dans les échanges, les thèmes de la sous-traitance ont été traités systématiquement. **Les questions sur les transitions sociales lors des changements de contrats de prestations entre entreprises**

L'UFSN CFDT vous a réalisé un rapide retour de ses actions vers les gouvernants et les tutelles. Ces actions essentielles pour nos emplois et la cohérence de la filière sont longues et nécessitent une patience et une volonté sans cesse renouvelées des militants qui agissent pour les salariés de nos groupes et entreprises. L'UFSN CFDT s'y est engagée, elle continuera à faire valoir votre voix et votre opinion à tous les niveaux de l'Etat. Les dernières décisions sont les preuves vivantes qu'elles peuvent donner des résultats...

Pour défendre vos intérêts individuels et collectifs, rejoignez la CFDT...

prenantes et sortantes ne sont pas encore réglées. L'UFSN CFDT s'appuie sur une note qu'elle a rédigée avec plusieurs autres fédérations CFDT (la Fédération Générale des Mines et de la Métallurgie, la Fédération Chimie Energie, la Fédération Générale de l'Agriculture, les Services,...) pour faire des propositions permettant de **sécuriser réellement les parcours professionnels.** La question de la **qualité de vie au travail est aussi au cœur de nos revendications dans la filière, comme garante de la mobilisation des salariés dans leurs emplois.**

La CFDT est depuis longtemps une actrice importante sur les questions de sûreté sécurité. Elle intervient régulièrement sur ces sujets. **L'UFSN CFDT a rencontré l'ASN pour échanger sur les questions autour des restructurations de la filière nucléaire et l'impact sur les travailleurs.** Elle a insisté sur la pression engendrée par les plans de réduction des effectifs. Elle a souligné les déficits observés sur les effectifs des installations et les possibles implications en FHOS (Facteurs Humains et Organisationnels de la Sécurité). Les réorganisations permettent-elles de maintenir une défense en profondeur des INB ? Quelle est la « pression » cognitive soutenable pour un opérateur ? Comment s'assurer d'une compétence suffisante au poste de travail ?... autant d'échanges essentiels et instructif dans lesquels **la CFDT a insisté sur la place centrale de l'humain dans la sûreté sécurité, sur l'obligation d'une GPEC (Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences) filière et entreprise prenant en compte aussi les prestataires...**